

LES GRANDS PROBLÈMES EUROPÉENS

LES POINTS DE VUE
DE LA HONGRIE ET DE L'AUTRICHE

par EMILE SCHREIBER

I. — EN HONGRIE

La ville de Budapest vient d'avoir une excellente idée dont pourrait s'inspirer notre Office national du tourisme. Elle a invité les journalistes de dix-huit nations, susceptibles de lui envoyer des touristes, à visiter pendant une semaine la capitale et la campagne hongroises. Elle compte faire ainsi mieux connaître à l'étranger les beautés naturelles ou artistiques de la Hongrie et son remarquable outillage thermal.

A l'occasion de cette sorte de « congrès qui s'amuse », nos hôtes nous ont glissé sans avoir l'air d'y toucher, avec tact, presque avec grâce, une documentation sur leurs angoisses, plutôt que sur leurs revendications politiques ; car le ton employé ici n'est ni celui de l'appel à une force, d'ailleurs encore inexistant, ni l'apologie de la théorie du fait accompli. Pour le moment, on s'en tient à de vagues indications sur les possibilités d'un retour à un état de choses plus favorable, en attendant sans doute, pour se prononcer, que les plateaux de la balance entre les forces représentées par les intérêts divergents des grandes puissances européennes aient pris une inclinaison plus marquée.

La Hongrie s'est trompée une fois en 1914 et elle sait ce qu'il lui en a coûté : la perte des sept dixièmes de son territoire et des six dixièmes de sa population. Rien d'étonnant qu'elle réfléchisse maintenant avant de risquer de se tromper à nouveau dans le choix de ses futurs alliés.

L'AMBIANCE HONGROISE

Mais avant d'examiner le grave problème de la politique hongroise, si intimement lié à celui de l'Anschluss, je voudrais résumer brièvement quelques-unes des impressions, dont certaines assez inattendues, que nous avons ressenties à Budapest.

Je passe très rapidement sur la beauté bien connue de Buda et de Pest dont les larges ponts jetés sur le Danube gris, et non pas bleu, forment les traits d'union entre les deux villes. Une île, l'île Sainte-Marguerite, située au milieu de la ville et dont la superficie est à peu près égale à celle de la Cité à Paris, a été aménagée depuis quelques années en un immense parc qui constitue, avec ses établissements balnéaires, au milieu même de Budapest, une véritable ville d'eaux, dans le plus reposant décor de verdure.

C'est là que nous avons été reçus, à l'hôtel Palatinus, un des nombreux palaces ultramodernes de cette ville qui a le privilège, actuellement rare, de voir tous ses hôtels remplis au point qu'ils sont obligés de refuser du monde. Ayant perdu, depuis la guerre, la plupart de ses richesses économiques, notamment ses forêts, ses mines et la moitié de ses usines, la Hongrie se rattrape sur ce qui lui reste et développe au maximum son tourisme. La ville de Budapest étant construite sur un terrain où les sources d'eau chaude, surtout sulfureuses, jaillissent en de nombreux endroits, un puissant comité multiplie les sanatoria dotés de piscines somptueuses, dont



La vaste piscine en plein air de l'hôtel Saint-Gellert.

bain de Széchenyi

l'une, celle de l'hôtel Saint-Gellert, est même dotée d'un mécanisme ingénieux qui imprime à l'eau le mouvement des vagues. Ainsi s'est créée une des organisations thermales les plus importantes du monde.

Que la ville de Budapest ait voulu nous montrer tout cela avec ce raffinement dans l'hospitalité qui évoque l'Orient si proche, rien de plus naturel. L'imprévu, pour nous, c'était la place faite ici à notre pays, malgré, et peut-être à cause de la guerre, de sa grande erreur que la Hongrie voudrait faire oublier. Nous avons été agréablement surpris de constater, dès le premier jour, que les discours prononcés par nos hôtes hongrois l'étaient en français, les imprimés du congrès international établis dans notre langue !

Dans les divers milieux où nous avons évolué, nous avons pu vérifier que trois sur quatre au moins des Hongrois cultivés parlent le français, souvent de façon impeccable, et presque sans accent. Il n'est pas un magasin des rues principales de Budapest où il ne soit possible de faire ses achats en français.

La délégation française, au milieu de celles de dix-sept autres pays et notamment d'une importante délégation hitlérienne, a été l'objet de prévenances si marquées que nous en étions parfois confus. Sur les cent journalistes présents j'ai été le seul admis, en tant qu'envoyé spécial de *L'Illustration*, à prendre une interview du général Goemboes qui n'en avait accordé aucune depuis plus de deux ans. J'ajoute enfin, pour souligner cette primauté de notre langue qui mériterait d'être mieux connue chez nous, que des confrères de plusieurs pays, notamment ceux de Pologne, de Bulgarie, de Suède, de Belgique, de Suisse, de Hollande, de Portugal, d'Égypte, de Turquie, etc., ont prononcé leurs discours en français.

UN PAYS EN DÉSÉQUILIBRE

La somptuosité des installations balnéaires, le luxe des magasins, des étalages, l'élégance des grands cafés sur le corso au bord du Danube, le

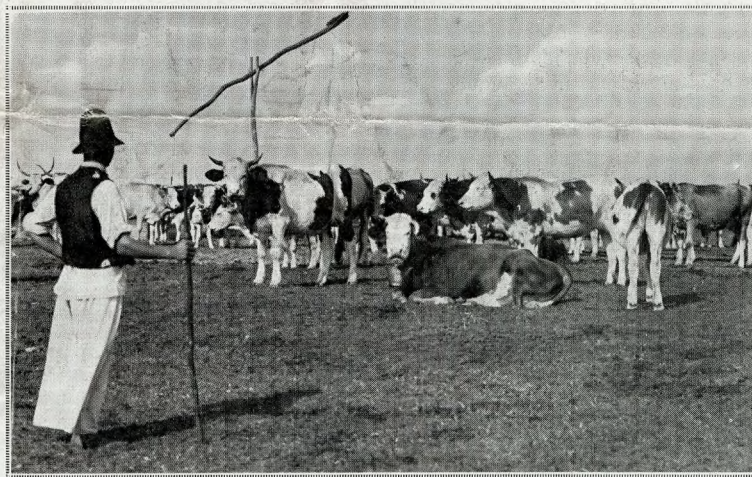
raffinement des toilettes féminines de la haute société forment un contraste surprenant avec la misère des faubourgs et des campagnes.

Seule l'insouciance bien connue des riverains du Danube peut expliquer la gaieté si facile, mais si communicative, que nous constatons dans les réunions mondaines, dans les bals, dans les boîtes de nuit où les Budapestois adorent passer leurs soirées.

Dans les faubourgs, la misère est grande. Il n'y a, en Hongrie, aucune indemnité de chômage. Les 48.000 à 50.000 sans-travail avoués (sur 9 millions d'habitants) vivent de la charité publique, dans la mesure où celle-ci trouve les fonds pour les secourir. Mais on pourrait compter par centaines de mille parmi les ouvriers les demi-chômeurs ne travaillant que deux ou trois jours par semaine.

Dans un district de Budapest que nous visitons, 5.000 familles sont inscrites comme démunies de ressources, et il n'est possible de leur distribuer que 2.000 repas par jour. Comment vivent les autres ? Dans ce même district, douze familles sont, à la connaissance des autorités, dépourvues de tout logement. L'étonnant, dans ces conditions, c'est de ne rencontrer que peu de mendiants.

Dans les campagnes, encore très arriérées, presque dépourvues d'autos parce que l'essence est trop chère, où les routes sont rares comme en U. R. S. S. et pour la même raison, parce que le pays ne possède pas de pierres, le nombre des adultes et des enfants marchant pieds nus est considérable. Le niveau de la vie est si bas que le paysan qui prend en pension un enfant de la ville envoyé par l'Assistance publique ne touche que 3 pengos par mois, c'est-à-dire moins de 9 francs, pour son entretien. La difficulté d'écouler ses produits est telle que cette somme d'argent liquide, si infime soit-elle, est précieuse pour lui étant donné la difficulté de se procurer des espèces. Un journaliste hongrois m'a assuré que 2 à 3 millions de paysans au moins sont sous-alimentés. Tant que la récolte est normale, le

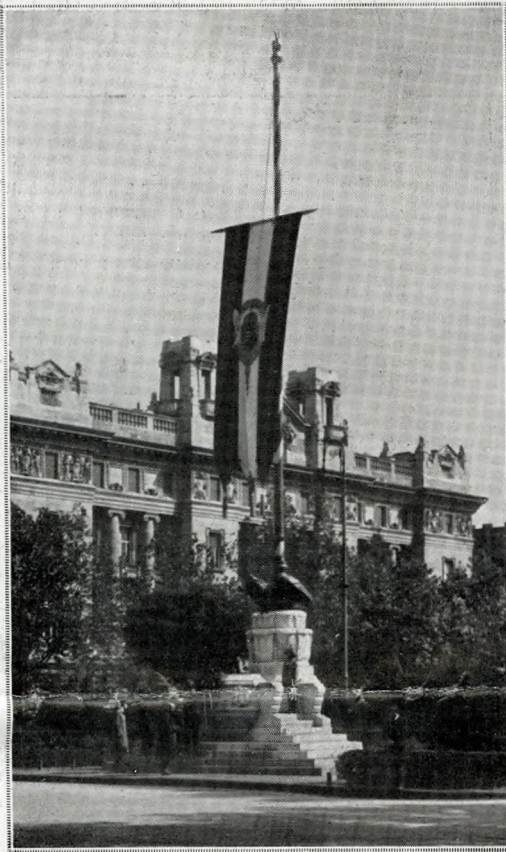


Les grands élevages dans la puszta hongroise (grandes plaines rappelant la pampa sud-américaine).

paysan végète, mais vit, à condition de réduire à l'extrême l'achat des articles qu'il ne produit pas lui-même. Vienne une année de sécheresse ou de disette, la famine referait inévitablement son apparition en Hongrie.

Bien plus que la crise mondiale, c'est, aux yeux des Hongrois, le traité de Trianon qui est la cause de leur lamentable pauvreté. Combien de Français et même d'Européens se représentent exactement ce qu'a été ce traité pour la Hongrie ? Il serait peut-être prudent de ne pas poser la question. Quelle que soit sa situation sociale, il n'est pas un Hongrois qui ne cesse de penser un seul jour à ce qu'a été le morcellement de sa patrie, répartie entre ses voisins.

D'ailleurs, le visiteur étranger voudrait-il ignorer ce problème qu'il ne le pourrait pas. Tout lui rappelle ici la mutilation de la Hongrie : la place de la Liberté, au milieu de Budapest, avec son



Le drapeau national en berne sur la place de la Liberté, à Budapest.

drapeau en berne et qui restera, jusqu'à ce que l'unité hongroise soit reconstituée, à mi-hampe au milieu des statues des « oppresseurs » : la Yougoslavie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et même l'Autriche, pour une petite part.

Ce sont les cartes postales, assez ingénieuses, vendues partout, et même par des camelots dans

la rue, représentant l'ancienne carte de Hongrie. Une tirette en papier permet de séparer d'un seul coup les territoires annexés ou de les raccorder à la Hongrie d'aujourd'hui.

Les parterres de fleurs dans les jardins publics représentent, en deux teintes, des cartes de la Hongrie : celle de 1914 et celle d'après Trianon. Dans les églises, aucune prière, dans les écoles, aucune leçon ne commencent sans une invocation à la reconstitution de la Hongrie.

Ce sont là des faits qu'il n'est pas possible d'ignorer si l'on veut envisager les différentes éventualités qui seraient la condition d'un retour à un état politique stable sur le Danube.

LES DIVERSES ÉVENTUALITÉS

Il n'est guère de Hongrois qui pensent que les choses resteront sur le Danube dans l'état où elles sont. La mosaïque changeante des peuples qui s'étendent de la frontière suisse aux bords de la mer Noire connaîtra, à plus ou moins bref délai, de nouvelles transformations.

La plus menaçante, la plus imminente est l'Anschluss. Où s'arrêtera-t-il ? A l'Autriche seule ? Mes interlocuteurs hongrois, dont la plupart ne cachent guère leur antipathie profonde d'une mainmise éventuelle de l'Allemagne sur leur propre pays, n'en concluent pas moins que, si l'Allemagne, après l'Anschluss, devenait leur voisine immédiate, il ne leur serait guère possible de résister plus longtemps à son attraction économique, à sa protection militaire.

Bien mieux, nous ne pouvons pas ignorer, en France, que la propagande germanique fait de très réels progrès en Yougoslavie où une alliance avec l'Allemagne peut risquer de paraître comme militairement et économiquement avantageuse pour compenser la puissance grandissante de l'Italie. Et il ne faut pas oublier l'ambition constante de l'Allemagne de s'ouvrir, d'une manière ou d'une autre, la route de Bagdad.

L'Angleterre, l'Italie, la France assisteront-elles impossibles à une telle réalisation ? C'est peu probable. Empêcher l'Anschluss et ses conséquences est donc une tâche urgente pour éviter le pire, mais le temps presse terriblement, et, parmi les solutions à envisager, la moins viable de toutes n'est-elle pas celle du statu quo pur et simple ? Avons-nous intérêt à attendre les événements, de nouveaux faits accomplis, pour être finalement obligés de les entériner ou de faire la guerre ?

Quelles sont les éventualités possibles ? Il n'en est qu'une, évidemment : celle de la Fédération danubienne, si simple à imaginer sur le papier, avec son union douanière, son éventuelle collaboration militaire et son soutien théorique des trois grandes puissances intéressées à empêcher l'Anschluss : l'Italie, l'Angleterre et la France.

Dans le domaine des réalités, les difficultés sont innombrables. Et, tout d'abord, la fédération ne limiterait-elle, avec ou sans le retour des Habsbourg, aux trois pays qui constituaient l'ancienne Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'Autriche, la

Hongrie et la Tchécoslovaquie ? Même ainsi limitée, en admettant que la Tchécoslovaquie accepte un statut assurant le droit des minorités hongroises qui lui ont été attribuées (environ 1 million de Hongrois), il est impossible d'imaginer que la Tchécoslovaquie, qui a été la principale instigatrice de la chute des Habsbourg après avoir tant souffert de leur joug, se fasse aujourd'hui l'artisan de leur rétablissement.

La fédération sans les Habsbourg soulèverait moins d'objections, mais les conditions premières posées par les accords de Rome, et auxquelles le général Goemboes fait allusion dans l'interview que l'on trouvera plus loin, comportent (ces conditions devant être acceptées par tous les signataires éventuels), outre l'égalité des droits et la protection effective des minorités, sinon la révision des frontières mêmes, du moins le droit de propagande pour cette révision parmi les minorités.

Ceci signifierait que la Tchécoslovaquie devrait accepter chez elle une propagande préparant son propre morcellement. Y consentirait-elle, ce qui n'est certes pas concevable, qu'il faudrait encore compter avec les nombreux droits acquis. Même en Hongrie, la plus intéressée à placer ses produits agricoles à ses voisins industriels en échange de l'acceptation des leurs, combien d'influences ne travailleraient pas pour empêcher des combinaisons nouvelles contraires à des intérêts privés qui seraient anéantis par les nouveaux concurrents entrant dans la fédération !

— Rien ne se résoudra par la persuasion, me disait un interlocuteur hongrois peut-être trop pessimiste, et l'épée reste toujours le seul moyen de trancher le nœud gordien. Nous, Hongrois, nous n'avons plus la nôtre et nous ne sommes pas encore décidés à rétablir le service obligatoire, comme l'a fait l'Autriche. Nous sommes donc l'enjeu passif du duel de volontés des grandes puissances. Si le front de Stresa ne se reconstitue pas à temps pour étayer le faible mur que l'Autriche oppose encore à la poussée allemande, l'Allemagne résoudra à sa façon le problème danubien, c'est-à-dire par l'absorption progressive des pays qu'une Europe divisée aura laissés à l'abandon.

LE GÉNÉRAL GOEMBOES

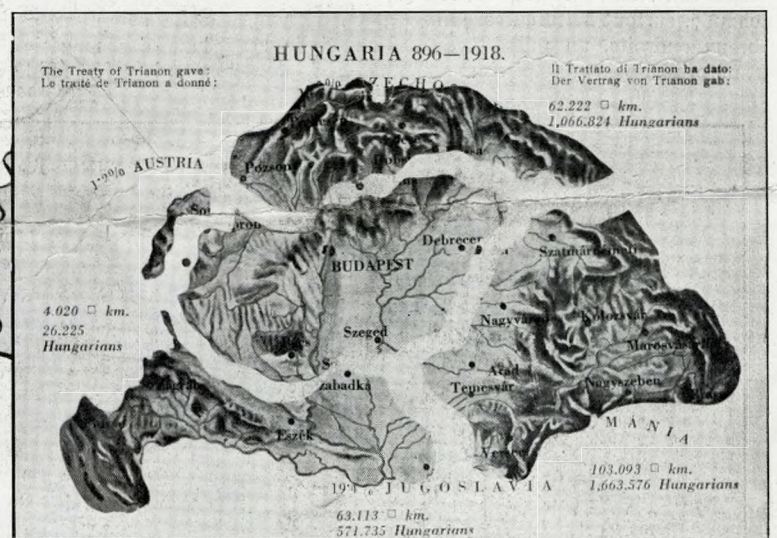
Telle est, rapidement tracée, la situation, qu'il faut connaître pour comprendre les réponses quelque peu sibyllines que le général Goemboes, président du Conseil de Hongrie, a bien voulu faire à mes questions, bien qu'il fût déjà souffrant et à la veille de partir en congé.

Il n'est peut-être pas inutile non plus pour le lecteur français, qui ne la connaît guère, d'évoquer la physionomie du général et de rappeler brièvement son passé.

Comme Hitler, comme Mussolini, le général Goemboes, qui a moins de cinquante ans, appartient à la génération des hommes d'Etat qui ont fait personnellement la guerre. Il la fit comme capitaine et fut blessé. En 1919, il fut le bras droit de l'amiral Horthy, actuel régent, pour l'aider à renverser le gouvernement bolcheviste hongrois.



Carte postale représentant la Hongrie avant la guerre. (On distingue à gauche, débordant le cadre, la tirette qui anime la carte.)



En déplaçant la tirette on écarte les territoires accordés aux pays voisins qui se détachent du bloc central constituant l'actuelle Hongrie.

En 1932, il succéda au comte Karolyi et établit une sorte de pouvoir dictatorial antilibéral, de tendances nettement fascistes. Bien que le général Goemboes admire profondément, au dire de tous mes interlocuteurs hongrois, Hitler et le régime hitlérien, la dictature qu'il exerce sur la Hongrie est moins totalitaire et moins rude.

Si la propagande communiste est formellement interdite, si les élections sont l'occasion d'une pression gouvernementale qui s'exerce sans aucun voile, au point que, dans les campagnes, les électeurs doivent voter à bulletins ouverts, le général Goemboes supporte cependant une certaine opposition socialiste (les députés socialistes étant les élus des villes où l'on vote à bulletins secrets), et les persécutions politiques, en dehors de la période d'élections proprement dite, sont à peu près inexistantes, sauf pour les communistes.

De l'avis même de ses adversaires, le général est animé d'un grand patriotisme, d'une foi profonde dans sa mission de relever le peuple hongrois. On lui reproche toutefois, en dehors de son exclusivisme, de son autoritarisme, le réalisme un peu étroit de ses conceptions.

Au physique, le général, de taille moyenne, assez fort, rappelle M. Mussolini par son aspect trappu, mais un Mussolini plus militaire, moins nuancé. Les yeux ont un regard direct presque dur et révèlent, encore plus que chez le dictateur italien, la tension de la volonté.

C'est en allemand que nous nous entretenons, le général et moi, sur la terrasse du palais de la présidence du Conseil.

ENTRETIEN AVEC LE GÉNÉRAL

— Monsieur le président, l'opinion française est assez peu documentée sur la politique extérieure hongroise. Elle a été au courant de vos entretiens avec le Duce, mais n'en discerne pas très nettement les buts. Puis-je vous demander quelles sont, au lendemain du protocole de Rome, les nouvelles directives de la politique hongroise ? Dans quelle mesure ce protocole a-t-il modifié les relations entre l'Italie et la Hongrie, entre la Hongrie et l'Autriche ?

— Les nouveaux protocoles de Rome ne comportent aucun changement d'orientation ; au contraire, ils confirment un des principes qui ont toujours été à la base de la politique extérieure hongroise : les relations de bonne amitié avec l'Italie et l'Autriche. Ces accords régissent la coopération des trois pays sous le signe de la justice et de l'égalité, sur la base d'une totale réciprocité. J'ai la conviction que les accords de Rome constituent la première étape positive sur la voie de la reconstruction de l'Europe centrale. Si l'esprit qui s'affirme dans ces accords est adopté par d'autres pays, les protocoles de Rome pourront être un utile point de départ pour une évolution plus large.

— Evidemment, monsieur le président, mais ces conditions, qui comportent l'égalité absolue des droits, pourront être difficilement adoptées par les Etats auxquels vous faites allusion et qui préfèrent



Le général Goemboes, président du Conseil de Hongrie.

encore aujourd'hui, pour leurs accords, le cadre de la Société des Nations. Puis-je vous demander quelle est la politique actuelle de la Hongrie vis-à-vis de la Société des Nations ?

— Les expériences que la Hongrie a faites dans le passé à la Société des Nations n'ont pas toujours été des plus réconfortantes. Pour ne rappeler qu'un exemple, au cours des quinze ans qui se sont écoulés, à aucun moment la Société des Nations n'a estimé nécessaire de faire siéger parmi les membres du Conseil une des petites puissances qui ont eu le dessous dans la guerre. La manière avec laquelle a été traitée la protection des minorités nationales en pays annexés a également laissé beaucoup à désirer. Néanmoins, la Hongrie, sincèrement attachée à l'idée de la coopération internationale, ne renonce pas à l'espoir que, les crises actuelles une fois passées et compte tenu des expériences faites, il sera possible de réaliser une Société des Nations où tous les Etats européens pourront faire valoir équitablement leurs intérêts.

— Ces intérêts, monsieur le président, se traduiront-ils, sur le plan économique, par un développement des échanges ou la Hongrie continuera-t-elle à s'engager dans une politique d'autarchie de plus en plus accentuée ?

— L'autarchie économique n'est pas un état de choses spécifiquement hongrois, mais un fait universel. D'ailleurs, la Hongrie l'a adoptée à son corps défendant. Il est en effet notoire que le traité de commerce entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie a été dénoncé en 1931 par cette dernière. De son côté, la Hongrie est prête à contribuer dans la mesure la plus large à faire disparaître les restrictions artificielles qui entravent aujourd'hui les libres échanges internationaux, pourvu qu'une égale bonne volonté s'affirme dans tous les Etats et que la réciprocité puisse être assurée. Ici encore, les protocoles de Rome apportent dans la vallée du Danube une initiative importante et réaliste.

— Cette initiative « importante et réaliste » est-elle susceptible d'améliorer les relations économiques avec la Petite-Entente ?

— La Hongrie est toujours prête à faire de son mieux pour arriver à normaliser les rapports commerciaux avec la Petite-Entente. Toutefois, si l'on demandait à la Hongrie une coopération plus étroite au point de vue économique ou politique, des conditions préliminaires devraient être envisagées. Il va de soi que l'égalité des droits devrait être assurée avant tout.

Nous tournons, évidemment, dans un cercle vicieux. Pas d'amélioration politique sans un

renoncement aux situations acquises, pas de renoncement aux situations acquises sans amélioration politique. C'est tout le drame de l'Europe divisée et sans garanties de sécurité qui se retrouve pareil à lui-même sur le Danube comme sur le Rhin.

Je préfère, en terminant, demander au président Goemboes ce qu'il pense des relations entre la France et la Hongrie :

— La nation hongroise a toujours éprouvé à l'égard du génie français une sincère admiration. Le rayonnement de la culture et de l'esprit français a toujours trouvé en Hongrie un terrain particulièrement propice. En Hongrie, la langue officielle était, jusqu'au dix-neuvième siècle, le latin ; aussi les Hongrois tiennent-ils en haute estime la civilisation française, une des héritières de l'esprit latin. La littérature française ainsi que le théâtre et le film français sont à l'honneur chez nous. Les conférences que les distingués représentants du monde des lettres et des arts français viennent souvent faire en Hongrie réunissent un public nombreux et assidu. L'enseignement de votre belle langue occupe, depuis la guerre, dans les programmes de nos écoles une place que l'on pourrait nommer privilégiée. Cela contribue beaucoup au développement des relations culturelles franco-hongroises, dont nous enregistrons avec plaisir la continuité et l'intensité.

» Dans le domaine économique également, il y a des possibilités de développement au profit des deux pays.

» D'une manière générale, je suis heureux de constater que les rapports entre la France et la Hongrie sont susceptibles, à maints points de vue, d'être approfondis d'autant plus aisément qu'aucune opposition d'intérêts directe ne sépare les deux pays. »

Cette dernière partie des déclarations du président Goemboes répond à un état de choses très réel, encore que, m'a-t-il été dit par des Français de Budapest, le président semble hésiter à accorder l'autorisation qui lui a été demandée de construire à Budapest un lycée français, lequel serait d'ailleurs une entreprise privée.

Quant aux relations commerciales entre la France et la Hongrie, à peu près inexistantes actuellement, nos propres contingents les ont réduites à ce qu'elles sont. Il nous suffirait d'un effort de bonne volonté pour que la Hongrie use aussitôt de réciprocité.

Mais là comme ailleurs, et c'est vraiment la marque de notre époque, les intérêts opposés s'enchevêtrent à tel point que dans tout ordre d'idées, dans le politique comme dans l'économique, l'« immobilisme » s'accroît toujours davantage, entraînant cette anémie, puis cette paralysie dans laquelle tous les peuples étouffent.

Rien d'étonnant que les plus atteints se familiarisent peu à peu avec la nécessité, pour en sortir, d'une intervention chirurgicale — le recours à la violence.

La Hongrie n'en est pas encore là, bien que certains informateurs assurent qu'elle envisage à bref délai le rétablissement du service obligatoire. Si aucune possibilité nouvelle ne s'offre à elle, il est facile de deviner quelle est la voie qui lui reste ouverte.

II. — EN AUTRICHE

De Budapest, j'ai demandé une audience au chancelier von Schuschnigg, pensant que l'exposé de ses vues prendrait une valeur particulière publié en même temps que les déclarations du président Goemboes, surtout au moment où les récents événements de la politique intérieure autrichienne attirent sur la personnalité du chancelier l'attention du monde entier.

Après pas mal de difficultés et plusieurs échanges de télégrammes, j'ai pu, grâce à l'obligeante intervention de M. Ludwig, ministre de la Presse, être reçu par le chancelier au Ballhaus.

C'est dans le bureau même où a été assassiné le chancelier Dollfuss, bureau attenante au sien et actuellement occupé par son secrétaire général, que je rencontre pour la première fois le chancelier, venu au-devant de moi. A vrai dire, je



Le général Goemboes (à droite) s'entretenant avec notre collaborateur.



Le chancelier Schuschnigg.

ne l'imaginai pas si jeune ; bien que ses cheveux soient déjà gris, le chancelier, très distingué d'allure, a l'aspect juvénile d'un avocat fraîchement reçu au barreau. Son regard est plein de gravité et même de tristesse. Tant de fatalités pèsent sur cet homme : l'assassinat de son prédécesseur et meilleur ami, la mort tragique, encore récente, de sa femme dans un accident d'automobile et, enfin, le poids accablant de ce pouvoir soumis à la pression combinée des dissensions intérieures et des aspirations hitlériennes.

Le chancelier von Schuschnigg, qui entre dans sa trente-neuvième année, appartient à une famille noble du Tyrol. Il est lui aussi un chef de gouvernement ayant fait la guerre. Il fit campagne contre l'Italie en 1915-1917 comme lieutenant d'artillerie ; son père était général et lui-même se destinait à la carrière judiciaire : c'est en qualité de ministre de la Justice qu'il entra pour la première fois dans le ministère autrichien en 1932. On sait la suite...

Mon entretien avec le chancelier a lieu en français.

ENTRETIEN AVEC LE CHANCELIER D'AUTRICHE

— L'opinion mondiale, monsieur le chancelier, s'intéresse d'une façon constante, depuis quelques années, au problème de l'indépendance autrichienne, mais, depuis quelques semaines, les nouvelles extérieures et intérieures qui lui parviennent d'Autriche l'ont vivement alertée. Puis-je vous demander de préciser le sens et la portée de ces divers événements ? Votre politique est-elle toujours la même que celle du chancelier Dollfuss ?

— Je continue, dans la politique intérieure et extérieure, à suivre le chemin que s'était tracé feu le chancelier, le D^r Dollfuss, dont j'ai assumé l'héritage politique. Mon prédécesseur s'était fixé un but : soustraire l'Autriche aux conséquences de la crise mondiale. Il estimait que la concentration de toutes les forces de l'Etat et le maintien des rapports amicaux avec les autres nations étaient seuls susceptibles de ranimer les échanges.

» Les barrières économiques et morales instituées immédiatement après la guerre dans la plupart des pays ont rendu de plus en plus difficile la vie économique des nations européennes. La mentalité de guerre, partout maintenue, a empêché que la vie ne reprenne normalement. Ici, dans le bassin du Danube, composé d'Etats différents mais auxquels la diversité de leurs productions impose la nécessité de compter les uns sur les autres, aucun équilibre n'est possible s'ils ne se complètent harmonieusement.

» Dès 1925, notre gouvernement a attiré l'attention du monde sur cette situation particulière, et c'est le mérite du chancelier Dollfuss d'avoir réussi, à la première conférence de Stresa, à faire adopter des accords économiques destinés à instituer cette communauté d'intérêts. Le développement de notre commerce extérieur réalisé depuis cette époque montre le succès de cette politique.

Je continuerai à consacrer mes efforts à développer encore nos relations avec l'étranger.

» Nous nous devons de persévérer dans cette voie non seulement en souvenir du chancelier Dollfuss, mais parce que nous sommes convaincus qu'il y va de la sécurité de tous les pays d'Europe. La création dans le bassin danubien et en Europe centrale d'un état de choses satisfaisant est d'une nécessité primordiale pour tous. Permettez-moi de vous rappeler, à cet égard, que les pactes de Rome établis il y a plus de deux ans déjà et les accords subséquents ont marqué le début d'une collaboration des plus efficaces et des plus satisfaisantes.

— Dans quelle mesure, monsieur le chancelier, les récents événements de la politique intérieure autrichienne sont-ils liés avec le problème du maintien de l'indépendance autrichienne ?

— Ma politique intérieure n'a pas cessé d'être guidée également par cette même fermeté que m'a tracée le chancelier Dollfuss. Pas de politique extérieure directe et précise sans une politique intérieure solide. Un Etat constamment ébranlé par les dissensions intérieures constitue pour l'étranger un facteur d'insécurité qui provoque sa méfiance et qui, en tout cas, n'est pas compatible avec la nécessité où nous sommes de maintenir des rapports amicaux avec les autres Etats.

— Vous plairait-il, monsieur le chancelier, de préciser vos projets immédiats qui découlent de cette reprise en main de la politique intérieure que vous avez entreprise ?

— Ici encore il me faut vous rappeler que l'insécurité politique autrichienne a été l'origine de la volonté du chancelier Dollfuss et de ses collaborateurs de s'attaquer à la réforme fondamentale de notre constitution. Le chancelier Dollfuss avait-il l'intention d'établir un régime dictatorial destiné à étouffer la volonté de la nation ? Nullement ; mais son but était déjà de transmettre l'expression de cette volonté des partis politiques à des formations coopératives. Ainsi toutes les classes de la société pourront prendre une part positive à l'administration publique et à l'élaboration des lois. La coordination des tendances diverses de la vie économique et spirituelle trouvera ainsi un moyen naturel de se manifester.

» Aujourd'hui, l'institution des corporations est prête. Dès cette année elles serviront de base électorale et seront à même de se consacrer sans retard à des travaux administratifs. Ce sera là une étape importante dans la consolidation politique intérieure du pays puisque bien des questions pourront être tranchées. Prolétaires et salariés des différents corps de métier seront arrachés aux influences de la politique partisane qui provoquait à tout moment des troubles très préjudiciables à la vie économique de l'Etat et des communes. Notre population appréciera cette réforme de la constitution fédérale autrichienne sur la base corporative, car elle répond à son tem-



Le chancelier autrichien et son fils.

pérament, à son histoire et à ses besoins. L'application de cette réforme, faite avec mesure et bon sens, indispensable dans cette époque de fermentation politique, n'est réalisable que si l'Autriche demeure maîtresse de ses destinées. Il ne faut pas que qui que ce soit, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, lui impose une direction politique contraire à ses aspirations. En l'isolant, on ne réussirait qu'à la mettre en contradiction avec les autres Etats du bassin danubien et à anéantir pour toujours l'espoir d'un apaisement économique et politique de cette partie de l'Europe, apaisement si nécessaire à l'équilibre des autres pays.

» Ne croyez pas que je donne là une opinion personnelle. En affirmant la nécessité de sauver l'indépendance de l'Autriche, j'expose la conviction de toutes les classes de la population. Les interventions brutales qui ont été contraires à cet idéal n'ont eu qu'un résultat négatif. Elles ont démontré que la population autrichienne répugne à toute politique de mise au pas s'exprimant par une sorte d'unification mécanique. Elle ne veut pas être arrêtée dans son développement naturel, tourner le dos à sa mission historique et cesser d'être un élément et un agent d'une entente dans ce bassin danubien aux nationalités si diverses.

— Est-ce la volonté de sauvegarder cette indépendance qui vous a amené à établir le service militaire obligatoire en Autriche ? Et quel sens donnez-vous à cette décision ?

— La restauration du service obligatoire ne constitue à aucun égard un acte offensif ni un changement dans notre politique extérieure dont le but nous est imposé par notre situation géographique et par nos besoins économiques. Remarquez qu'au point de vue du droit le traité de Saint-Germain a garanti à l'Autriche sa souveraineté, sans condition. Or, dans ce même traité, les réserves concernant les forces armées autrichiennes étaient liées à un désarmement par étapes des autres parties contractantes.

» L'égalité des droits de l'Autriche en matière militaire a été reconnue, dès décembre 1932, dans la déclaration des grandes puissances et confirmée le 14 avril 1935 à la conférence de Stresa. Cette égalité, comment pourrait-on nous la refuser au moment où la politique autrichienne ne vise qu'à un apaisement général et que la tension croissante de l'atmosphère internationale rend indispensable la reconstitution de l'armée autrichienne ? Car nous avons le devoir d'assurer l'indépendance de l'Autriche.

» D'ailleurs, il ne s'agit point, à proprement parler, d'un service militaire obligatoire, mais d'un service mettant chaque citoyen valide à la disposition de l'Etat qui doit veiller, dans son intérêt même, à son éducation physique et lui enseigner dans son travail l'esprit de discipline et l'amour de sa patrie.

» Le chômage et l'absence du service obligatoire ont, le fait est indéniable, grandement contribué à laisser se dissiper dans une partie de la jeunesse le sens de l'effort discipliné et le dévouement à l'intérêt général ; la disparition de l'un et de l'autre a multiplié les éléments de conspiration révolutionnaire. Le rétablissement du service, qui ne comporte pas pour notre budget de nouvelles charges importantes puisque celles-ci sont compensées par la suppression des allocations de chômage, est une nécessité logique, car on ne peut à la fois exiger de l'Autriche qu'elle défende son indépendance et lui interdire d'employer les moyens destinés à l'assurer. Il n'y a point là une nouvelle orientation politique, mais un pas de plus dans la direction d'une collaboration avec l'Europe sur le plan économique et culturel.

— Si je comprends bien, monsieur le chancelier, vous estimez que le maintien de l'indépendance autrichienne est un des éléments indispensables de l'équilibre de l'Europe et vous voulez contribuer à assurer la solidarité entre les peuples d'Europe ?

— C'est cela même. Ce problème de la solidarité européenne est le plus grand de notre époque. C'est pour le consolider que nous avons signé, il y a deux ans, les conventions politiques et commerciales avec l'Italie et la Hongrie et, récemment, avec la Tchécoslovaquie. Bien entendu, ces conventions n'ont aucun caractère exclusif et ne nous empêchent pas de nouer des relations plus intimes, économiques ou politiques, avec d'autres pays. Tous les Etats qui ne poursuivent pas de plans contraires à la



Le chancelier Schuschnigg saluant à la tête de ses troupes au cours d'un défilé dans les rues de Vienne.

volonté et à l'intérêt général reconnaissent la nécessité d'assurer l'indépendance des Etats danubiens et de l'Europe centrale. C'est ce fait qui établit ma conviction que nous réussirons à améliorer notre propre situation économique et que nos efforts pour établir une volonté commune de paix en Europe ne sauraient être infructueux.

On voit par cette déclaration si nette avec quelle tranquille mais ferme énergie le chancelier continue jusqu'ici sans aucune défaillance la politique d'indépendance du chancelier Dollfuss.

Si quelque changement prochain doit se produire dans l'équilibre des Etats danubiens, ce ne sera pas avec l'assentiment de l'actuel dictateur de l'Autriche qui a d'autant plus de mérite à affirmer sa volonté qu'il sait par l'exemple de son prédécesseur quelles suites peut comporter l'énergie de son attitude.

EMILE SCHREIBER.

LA « DICTATURE » SCHUSCHNIGG

Presque en même temps que le chancelier Schuschnigg accordait à notre collaborateur Emile Schreiber l'interview que l'on vient de lire, il procédait à un remaniement de son ministère qui a fait grand bruit, car il a mis fin à la sorte de duumvirat qui existait jusqu'à présent entre M. Schuschnigg et le prince Starhemberg et a renforcé de telle sorte les pouvoirs du premier qu'on a voulu y voir comme l'instauration d'une nouvelle « dictature » européenne.

Le mot, peut-être, est excessif. Le chancelier Schuschnigg n'est pas complètement le dictateur de l'Autriche comme Mussolini est celui de l'Italie ou le Reichsführer celui de l'Allemagne. Mais il a concentré entre ses mains les commandes essentielles de l'Etat afin de sauvegarder l'indépendance nationale qu'il défend contre toutes les entreprises ou les influences extérieures avec la même énergie que son prédécesseur Dollfuss. Ce renforcement des pouvoirs déjà étendus qu'il tenait de la constitution est intervenu au moment même où le sort de l'Autriche commençait à donner de nouvelles préoccupations et où des bruits alarmistes étaient répandus de différents côtés à son sujet.

Ce n'était pas un mystère que des dissensions de plus en plus accusées existaient entre M. Schuschnigg et le prince Starhemberg. Celui-ci,

qui exerçait les fonctions de vice-chancelier, était aussi le chef suprême des Heimwehren et du Front patriotique. Il disposait ainsi d'une autorité presque égale à celle du chancelier. Or, le prince Starhemberg a toujours affiché ses sympathies pour l'Italie fasciste. Tout récemment encore, à l'occasion de la victoire italienne en Ethiopie, il avait adressé à M. Mussolini un télégramme personnel de félicitations où il exaltait l'idée fasciste en des termes quelque peu compromettants. L'Autriche semblait de la sorte, par l'organe officiel de son vice-chancelier, prendre parti contre la Société des Nations et contre l'Angleterre.

C'est ce geste imprudent qui a déterminé M. Schuschnigg à prendre, dans la nuit du 13 au 14 mai, une initiative brusquée. Il a remis sa démission au président Miklas et reconstitué aussitôt un nouveau gouvernement d'où le prince Starhemberg était éliminé. En outre, M. Schuschnigg s'est réservé, en plus de la chancellerie, le portefeuille des Affaires étrangères, détenu jusqu'ici par le baron Berger-Waldenegg, et celui de la Défense nationale. Enfin, il a assumé personnellement la direction

du Front patriotique dont il a entrepris aussitôt la réorganisation complète. Les Heimwehren seront dissoutes ou, plus exactement, incorporées dans la milice, qui sera l'organisme militaire du Front patriotique et en dehors de laquelle il n'y aura plus, en Autriche, d'autres formations politiques armées.

Ce véritable coup d'Etat s'est accompli dans le calme absolu et le prince Starhemberg lui-même semble l'avoir accepté sans protestation. D'ailleurs, s'il disparaît du gouvernement, trois de ses amis les plus intimes continueront à y représenter les anciennes Heimwehren, notamment M. Baar-Baernfels, qui conserve les portefeuilles de l'Intérieur et de la Sûreté et devient vice-chancelier, et M. Draxler, ministre des Finances. Quelques tentatives de réactions locales, de la part de groupes heimwehriens, entre autres à Gratz, en

Styrie, ont été facilement réprimées. Le pays paraît avoir accueilli avec satisfaction cette modification intervenue dans son organisation intérieure. Dans les pays étrangers, l'impression produite a été vive. Les réactions ont été favorables partout où l'on considère que l'indépendance autrichienne est une condition essentielle de la stabilité européenne. En Allemagne seulement, les commentaires ont été réservés. Quant à l'Italie, ses journaux se sont empressés de souligner que les rapports entre les deux pays ne se trouvaient nullement affectés.

Aussitôt après, sous prétexte de prendre part à une grande manifestation sportive, le prince Starhemberg s'est rendu en Italie où il est arrivé dans la soirée du 15 mai. Il a été reçu par M. Mussolini, comme toutes les fois, d'ailleurs, qu'il a séjourné dans la capitale italienne.

Qu'il soit dictatorial ou non, le remaniement ministériel effectué par le chancelier Schuschnigg apparaît comme l'ultime effort de l'Autriche pour rester libre. Elle n'a cessé d'être tiraillée, en ces

dernières années, par des forces contradictoires : le nazisme, le fascisme, la démocratie chrétienne, la démocratie socialiste, le bolchevisme, les ambitions pangermanistes et les ambitions romaines. Il y a eu exactement six ans le 25 mai qu'un gouvernement essentiellement chrétien-social a entrepris de lutter, sur le plan national, contre le danger de désagrégation intérieure et de tenir tête aussi bien à l'hitlérisme qu'au communisme, en s'appuyant sur les démocraties occidentales, pour n'être à la discrétion ni de Berlin ni de Rome. Ce fut la politique de Dollfuss ; c'est celle où persévère, avec la même ténacité, le chancelier Schuschnigg.

Il faut aussi tenir compte, comme d'un autre élément d'incertitude dans les destinées autrichiennes, des possibilités de restauration monarchique. De plus en plus, la dynastie des Habsbourg est en rapport avec les milieux favorables à son rappel. C'est dans cet ordre d'idées qu'il convient d'enregistrer l'arrivée à Vienne de l'archiduchesse Adélaïde, sœur de l'archiduc Othon, qui vient terminer les études qu'elle avait commencées dans les universités belges.



L'archiduchesse Adélaïde.



Le prince Starhemberg, lors de sa récente visite à Rome, assiste, au côté de M. Mussolini, au match de football Italie-Autriche.



Le château royal surplombant le fleuve.



Les établissements de bains et leurs vastes pelouses, dans l'île Sainte-Marguerite.

A BUDAPEST, LA « PERLE DU DANUBE »